

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29357]

3 AVRIL 2014. — Décret spécial relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret est adopté en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

1° Communauté : la Communauté française;

2° Région : la Région wallonne;

3° Commission : la Commission communautaire française;

4° Parlement de la Communauté : le Parlement de la Communauté française;

5° Parlement wallon : le Parlement de la Région wallonne;

6° Assemblée : l'Assemblée de la Commission communautaire française;

7° Gouvernement communautaire : le Gouvernement de la Communauté française;

8° Gouvernement wallon : le Gouvernement de la Région wallonne;

9° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

10° loi spéciale : la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée;

11° loi spéciale du 12 janvier 1989 : la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, telle que modifiée;

12° loi spéciale de financement : la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, telle que modifiée.

Art. 3. La Région et la Commission, la première sur le territoire de la région de langue française et la seconde sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, exercent les compétences de la Communauté dans les matières suivantes :

1° en ce qui concerne l'éducation physique, les sports et la vie en plein air, visés à l'article 4, 9°, de la loi spéciale : les infrastructures communales, provinciales, intercommunales et privées;

2° la promotion sociale, visée à l'article 4, 15°, de la loi spéciale;

3° la reconversion et le recyclage professionnels, visés à l'article 4, 16°, de la loi spéciale;

4° les systèmes de formation en alternance visés à l'article 4, 17°, de la loi spéciale, à l'exclusion de l'enseignement en alternance;

5° le transport scolaire, visé à l'article 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement; les décrets et les arrêtés réglementaires sont pris de l'avis conforme du Gouvernement communautaire en ce qu'ils concernent les normes relatives au droit au transport;

6° la politique de santé, visée à l'article 5, § 1^{er}, I, de la loi spéciale, à l'exception :

a) des hôpitaux universitaires;

b) des conventions de revalidation conclues avec les hôpitaux visés au point a);

c) de l'Académie royale de médecine de Belgique;

d) de l'agrément et du contingentement des professions des soins de santé;

e) des activités et services de médecine préventive destinés aux nourrissons, aux enfants, aux élèves et aux étudiants;

f) de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE);

g) du contrôle médico-sportif;

h) de la Société scientifique de médecine générale;

7° l'aide aux personnes, visée à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale, à l'exception :

a) de ce qui relève des missions confiées à l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

b) des services « Espaces-Rencontres »;

c) de l'aide sociale aux justiciables;

d) de la protection de la jeunesse;

e) de l'aide sociale aux détenus;

f) de l'aide juridique de première ligne.

8° les prestations familiales, visées à l'article 5, § 1^{er}, IV, de la loi spéciale.

Art. 4. Dans les matières visées à l'article 3 :

1° la Région et la Commission ont les mêmes compétences que celles attribuées à la Communauté;

2° le pouvoir décretaal s'exerce collectivement, conformément aux articles 18, 19, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 21 et 22, de la loi spéciale, selon le cas, par le Parlement et le Gouvernement wallon ou par l'Assemblée et le Collège; les décrets mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 127 ou à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution;

3° le Gouvernement wallon et le Collège font, chacun en ce qui le concerne, les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des décrets, conformément à l'article 20 de la loi spéciale; les règlements et arrêtés mentionnent qu'ils règlent une matière visée à l'article 127 ou à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution;

4° la sanction et la promulgation des décrets du Parlement wallon se font de la manière prévue à l'article 54, § 3, de la loi spéciale; la sanction et la promulgation des décrets de l'Assemblée se font de la manière suivante : "L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

(Décret)

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*. »

5° après promulgation, les décrets du Parlement wallon et de l'Assemblée sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 56 de la loi spéciale s'applique à ces arrêtés;

6° les arrêtés du Gouvernement wallon et du Collège sont publiés au *Moniteur belge* avec une traduction en langue néerlandaise; l'article 84, 1°, alinéa 2 et 2°, de la loi spéciale s'applique à ces arrêtés;

7° pour le reste, le Parlement wallon et le Gouvernement wallon ainsi que l'Assemblée et le Collège exercent leurs compétences conformément aux règles de fonctionnement prévues respectivement par ou en vertu de la loi spéciale et de la loi du 12 janvier 1989, moyennant les adaptations nécessaires.

Art. 5. Les biens meubles et immeubles de la Communauté française, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences dans les matières visées à l'article 3 sont transférés, sans indemnité, à la Région et à la Commission, chacune pour ce qui la concerne.

Parmi les «biens meubles et immeubles de la Communauté française» au sens de l'alinéa 1^{er}, sont également compris les biens meubles et immeubles de l'Etat fédéral indispensables à l'exercice des compétences supplémentaires transférées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3.

Les biens meubles et immeubles de la Région et de la Commission, tant du domaine public que du domaine privé, indispensables à l'exercice des compétences de la Communauté qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret, sont transférés, sans indemnité, à la Communauté.

Les conditions et les modalités des transferts visées aux alinéas 1^{er} à 3 sont fixées par arrêté du Gouvernement communautaire, pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège. Les transferts sont réalisés de plein droit. Ils sont opposables aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur de cet arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. En vue de l'exercice des compétences attribuées à la Région et à la Commission dans les matières visées à l'article 3, des membres du personnel des services de la Communauté sont transférés à la Région et à la Commission de manière équitable et en fonction des besoins, par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

Par «membres du personnel des services de la Communauté», il y a lieu d'entendre également les membres des personnels des services de l'Etat qui sont transférés, conformément à l'article 88 de la loi spéciale, en vue de l'exercice des compétences supplémentaires attribuées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3.

En vue de l'exercice de compétences qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret, des membres du personnel des services de la Région ou de la Commission sont transférés à la Communauté par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

§ 2. Le Gouvernement communautaire détermine, après concertation avec les organisations représentatives du personnel, la date et les modalités du transfert des membres du personnel visés au § 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les membres du personnel visés au § 1^{er}, alinéa 2, sont immédiatement transférés à la Région et à la Commission à la date et selon les modalités déterminées conformément à l'article 88, § 2, de la loi spéciale.

§ 3. Les membres du personnel transférés conformément aux §§ 1^{er} et 2 le sont dans leur grade ou un grade équivalent et en leur qualité.

Ils conservent au moins la rétribution et l'ancienneté qu'ils avaient ou auraient obtenues s'ils avaient continué à exercer dans leur service d'origine la fonction dont ils étaient titulaires au moment de leur transfert.

§ 4. La rémunération et les frais de fonctionnement du personnel transféré conformément aux §§ 1^{er} et 2 sont à charge du budget, selon le cas, de la Région ou de la Commission ou de la Communauté vers laquelle il est transféré.

Art. 7. § 1^{er}. Outre les dotations prévues par l'article 7 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, une dotation additionnelle est octroyée annuellement à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

§ 2. Le montant de la dotation additionnelle octroyée à la Région wallonne est égal à la somme des montants suivants :

1° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 5.820.251 euros; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté en le multipliant par un coefficient égal au rapport entre le montant de la dotation de la Communauté française prévue à l'article 40quinquies de la loi spéciale de financement pour l'année considérée et le montant de la même dotation pour l'année budgétaire précédente;

2° les montants octroyés annuellement à la Communauté française à partir de l'année budgétaire 2015 en vertu des articles 47/5, 47/6 et 47/7 de la loi spéciale de financement, déduction faite, le cas échéant, des montants mis à charge de la Communauté française en vertu de l'article 68 quinquies de la loi spéciale de financement;

3° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 234.483.192 euros, dont il est déduit, le cas échéant, un montant fixé conformément à l'article 47/8, alinéa 2, de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989 dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à un service situé dans la région de langue française; à partir de l'année budgétaire 2016, le montant ainsi réduit le cas échéant, est adapté conformément à l'article 47/8, alinéas 3 à 5, de la loi spéciale de financement;

4° les montants octroyés annuellement à la Communauté française à partir de l'année budgétaire 2015 en vertu de l'article 47/9, § 3, alinéa 3, de la loi spéciale de financement, déduction faite du financement assuré annuellement par l'autorité fédérale, conformément à l'article 47/9, § 4, de la loi spéciale de financement pour des investissements des infrastructures hospitalières et des services médico-techniques qui sont transférés par le présent décret à la Région wallonne;

5° pour l'année budgétaire 2015, un montant égal à la somme :

— de la valeur négative du montant fixé à l'article 48/1, § 1^{er}, alinéa 1, 2°, pour la Communauté française;

— de 29,25 % des moyens octroyés à la Communauté flamande, à la Communauté française et à la Commission communautaire commune en vertu de l'article 47/7, § 2, de la loi spéciale de financement pour l'année budgétaire 2015 desquels sont déduits les moyens octroyés à la Communauté française en vertu de l'article 47 /7, § 3, alinéa 1^{er}, pour l'année budgétaire 2015;

— d'un montant résultant de la différence entre le montant de 208.479.620 euros et le montant repris au 3° pour l'année budgétaire 2015, avant la déduction éventuelle prévue sous cette même disposition;

— de la valeur négative du montant de 44.001.224 euros;

6° pour l'année budgétaire 2016, un montant égal à la somme :

— du montant obtenu en application du 5° pour l'année budgétaire 2015;

— du montant obtenu par la différence entre les deux montants suivants :

— 27,07 % du montant fixé à l'article 48/1, § 4, alinéa 2, 2°, de la loi spéciale de financement avant application de la clé de répartition qui est définie à cette même disposition;

— le montant obtenu pour l'année 2016 en application du 4°;

— un montant négatif de 45.477.841 euros;

7° pour l'année budgétaire 2017 et chacune des années budgétaires suivantes, le montant prévu au 6°, après adaptation selon les modalités définies à l'article 35nonies, § 1^{er}, alinéas 4 et 5, de la loi spéciale de financement.

§ 3. Le montant de la dotation additionnelle octroyée chaque année à la Commission communautaire française est égal à la somme des montants suivants :

1° pour l'année budgétaire 2015, un montant de 2.858.693 euros; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté en le multipliant par un coefficient égal au rapport entre le montant de la dotation de la Communauté française prévue à l'article 40quinquies de la loi spéciale de financement pour l'année considérée et le montant de la même dotation pour l'année budgétaire précédente;

2° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 560.090 euros; à partir de l'année budgétaire 2016, ce montant est adapté conformément à l'article 47/8, alinéas 3 à 5, de la loi spéciale de financement;

3° pour l'année budgétaire 2015 un montant correspondant à 1,48 % des moyens octroyés à la Communauté flamande, à la Communauté française et à la Commission communautaire commune en vertu de l'article 47/7, §§ 1^{er} et 2 de la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989, duquel est déduit le cas échéant :

— le montant fixé en application de l'article 47/7, § 3, alinéa 2, de la loi spéciale de financement dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à des services de gériatrie établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, devaient être considérés au 1^{er} janvier 2013 comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

— les montants fixés en application de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, ne doivent plus être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et relèvent en conséquence de la Commission communautaire commune;

et auquel est ajouté, le cas échéant, le montant fixé en application de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et ne relèvent en conséquence plus de la Commission communautaire commune; pour les années 2016 jusqu'à 2024 inclus, le montant octroyé est identique au montant octroyé en 2015; à partir de 2025 jusqu'à 2034, le montant octroyé est réduit linéairement sur 10 ans jusqu'à 0;

4° un montant fixé pour l'année budgétaire 2015 à 52.677.231 euros duquel est déduit le cas échéant :

— le montant fixé en application de l'article 47/8, alinéa 2, de la loi spéciale de financement dans la mesure où la déduction prévue par cet article est relative à des services spécialisés de revalidation et de traitement établis dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale qui, en raison de leur organisation, devaient être considérés au 1^{er} janvier 2013 comme appartenant exclusivement à la Communauté française;

— les montants fixés en application de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéas 2 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 2°, 4° et 5°, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, ne doivent plus être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et relèvent en conséquence de la Commission communautaire commune;

et auquel est ajouté, le cas échéant, le montant fixé en application de l'article 48/1, § 1^{er}, alinéas 3 et 4, dans la mesure où ces montants sont relatifs à des institutions visées à l'article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 2°, 4° et 5°, de la loi spéciale qui, en raison d'une modification de leur organisation, doivent être considérés comme appartenant exclusivement à la Communauté française et ne relèvent en conséquence plus de la Commission communautaire commune; pour les années 2016 jusqu'à 2024 incluse, le montant octroyé est identique au montant octroyé en 2015; à partir de 2025 jusqu'à 2034, le montant octroyé est réduit linéairement sur 10 ans jusqu'à 0;

5° pour les années budgétaires 2016 à 2024 incluse, un montant équivalent à 0,0685 % du montant fixé à l'article 48/1, § 4, alinéa 2, 2° de la loi spéciale de financement avant application de la clé de répartition qui est définie à cette même disposition; à partir de l'année budgétaire 2025 jusqu'à 2034 incluse, cette dotation est réduite linéairement sur 10 ans jusqu'à 0;

6° pour l'année budgétaire 2015, un montant négatif de 59.546 euros;

7° pour l'année budgétaire 2016, un montant négatif de 121.090 euros;

8° pour l'année budgétaire 2017 et chacune des années budgétaires suivantes, le montant prévu au 7°, après adaptation selon les modalités définies à l'article 35nonies, § 1^{er}, alinéas 4 et 5 de la loi spéciale de financement.

Il est déduit chaque année de la dotation visée à l'alinéa 1^{er}, le financement assuré par l'autorité fédérale, conformément à l'article 47 /9, § 4, de la loi spéciale de financement, des investissements des infrastructures hospitalières et des services médico-techniques qui sont transférés par le présent décret à la Commission communautaire française.

§ 4. Dès l'entrée en vigueur des arrêtés prévus à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et pris en vue de l'exercice de compétences effectivement exercées par la Communauté jusqu'à l'entrée en vigueur du présent décret, les montants visés au § 2, 1^o et § 3, 1^o sont augmentés chacun d'un montant fixé par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège; ce montant ne peut être supérieur au montant total des dépenses relatives à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré respectivement à la Région et à la Commission par ces arrêtés;

Dès l'entrée en vigueur des arrêtés prévus à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 3, les montants visés au § 2, 1^o et § 3, 1^o sont diminués chacun d'un montant fixé par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège; ce montant ne peut être supérieur au montant total des dépenses relatives à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré respectivement de la Région et de la Commission par ces arrêtés.

§ 5. Les dotations prévues par les §§ 2 et 3 sont liquidées conformément aux modalités fixées par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège, dans le respect des principes énoncés à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 4, et § 2, de la loi spéciale de financement le jour ouvrable suivant celui du transfert à la Communauté des moyens visés par cet article.

Art. 8. Dans l'hypothèse où des prélèvements sont effectués sur les moyens à transférer à la Communauté française en application des articles 75 ou 77 de la loi spéciale de financement en raison de dépenses effectuées par l'autorité fédérale ou des institutions fédérales dans le cadre des compétences visées à l'article 3 du présent décret, ces prélèvements sont répercutés, selon le cas, sur les montants liquidés par la Communauté à la Région ou la Commission concernée, par arrêté du Gouvernement communautaire après concertation avec le Gouvernement ou le Collège concerné.

Art. 9. A titre transitoire, durant la période du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014, la Communauté procède, pour le compte de la Région et de la Commission, à charge des crédits ouverts par décret, aux engagements, ordonnancements et liquidations des dépenses qui résultent de l'application des décrets, des règlements ou de décisions, relativement aux compétences visées à l'article 3 qui étaient effectivement exercées par la Communauté jusqu'au 30 juin 2014 .

Aucun décret, aucun arrêté et aucune décision dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses qui sont prises en charge par la Communauté conformément à l'alinéa 1^{er} ou par une institution compétente rendue compétente par les décrets et règlements visés à l'alinéa 1^{er}, ne peut entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 2015, s'il n'a pas été préalablement soumis pour rapport à l'inspecteur des Finances accrédité auprès du ministre communautaire compétent pour ces dépenses. Dans son rapport, qu'il remet dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, l'inspecteur des Finances évalue le montant de la répercussion directe ou indirecte qu'aura le décret, la règle visée à l'article 134 de la Constitution, l'arrêté ou la décision sur ces dépenses telles que prévues au budget de la Communauté ou de l'institution communautaire concernée.

L'avis visé à l'alinéa 2 est communiqué au Gouvernement ou au Collège concerné, ainsi qu'au ministre communautaire qui a le budget et les finances dans ses attributions. Celui-ci, après concertation avec le Gouvernement ou le Collège concerné, établit, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, le montant provisionnel, en plus ou en moins, selon le cas, qui est imputé sur les acomptes des dotations visées à l'article 7 du décret du 22 juillet 1993 encore à verser pour l'année 2014 à l'entité concernée.

Au terme de l'exercice budgétaire 2014, le montant de l'impact des mesures prises conformément à l'alinéa 2 sur cet exercice budgétaire est fixé par arrêté du Gouvernement communautaire, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, après concertation avec le gouvernement ou le collège concerné. Ce montant, déduction faite du montant provisionnel visé à l'alinéa 3, est pris en compte, en plus ou en moins, dans le solde des dotations précitées.

Art. 10. A titre transitoire, durant la période du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014, la Région wallonne d'une part et la Commission communautaire française d'autre part procèdent, pour le compte de la Communauté française, à charge des crédits ouverts par décrets, aux engagements, ordonnancements et liquidations des dépenses qui résultent de l'application des décrets, des règlements ou de décisions, relativement aux compétences qui sont exercées par elles, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, mais qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret à partir du 1 juillet 2014.

Aucun décret, aucun arrêté et aucune décision dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses qui sont prises en charge par la Région wallonne ou respectivement la Commission communautaire française conformément à l'alinéa 1^{er} ou par une institution rendue compétente par les décrets et règlements visés à l'alinéa 1^{er}, ne peut entrer en vigueur avant le 1^{er} janvier 2015, s'il n'a pas été préalablement soumis pour rapport à l'inspecteur des Finances accrédité auprès du ministre wallon ou du ministre de la commission communautaire française compétent pour ces dépenses. Dans son rapport, qu'il remet dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, l'inspecteur des Finances évalue le montant de la répercussion directe ou indirecte qu'aura le décret, la règle visée à l'article 134 de la Constitution, l'arrêté ou la décision sur ces dépenses telles que prévues au budget de la région wallonne ou de respectivement la Commission Communautaire française ou de l'institution concernée.

L'avis visé à l'alinéa 2 est communiqué au Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'au ministre wallon ou respectivement au ministre de la commission communautaire française qui a le budget et les finances dans ses attributions. Celui-ci, après concertation avec le Gouvernement de la Communauté française, établit, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, le montant provisionnel, en plus ou en moins, selon le cas, qui est imputé sur les acomptes des dotations visées à l'article 7 du décret du 22 juillet 1993 encore à verser pour l'année 2014 à l'entité concernée.

Au terme de l'exercice budgétaire 2014, le montant de l'impact des mesures prises conformément à l'alinéa 2 sur cet exercice budgétaire est fixé par arrêté du gouvernement ou le collège selon le cas, sur la base du rapport de l'inspecteur des Finances, après concertation avec le gouvernement de la Communauté française. Ce montant, déduction faite du montant provisionnel visé à l'alinéa 3, est pris en compte, en plus ou en moins, dans le solde des dotations précitées.

Art. 11. § 1^{er}. Le Parlement wallon peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de la loi spéciale de financement et en vertu des dispositions du présent décret pour le financement, tant du budget des matières visées aux articles 3 et 39 de la Constitution que du budget des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution.

§ 2. L'Assemblée peut utiliser tous les moyens financiers qui lui reviennent en vertu de l'article 178 de la Constitution, de la loi du 12 janvier 1989, de la loi de financement et en vertu du présent décret pour le financement, tant du budget des matières visées aux articles 136, 163 et 166, § 3, de la Constitution que du budget des matières visées aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 12. § 1^{er}. La Région et la Commission succèdent, chacune en ce qui la concerne, aux droits et obligations de la Communauté relatifs aux compétences visées à l'article 3 ainsi qu'aux biens transférés en vertu de l'article 5, en ce compris les droits et obligations résultant de procédures judiciaires en cours et à venir.

Sont également visés les droits et obligations relatifs aux compétences supplémentaires transférées à la Communauté par la loi spéciale du 26 décembre 2013 relative à la sixième réforme de l'Etat dans les matières visées à l'article 3, auxquels la Communauté succède en vertu de l'article 61, § 8, de la loi spéciale de financement.

§ 2. La Communauté succède aux droits et obligations de la Région et de la Commission relatifs à l'exercice des compétences de la Communauté qui étaient exercées par la Région et la Commission, en vertu de l'article 3 des décrets II et III des 19 et 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, et qui sont à nouveau exercées par la Communauté conformément au présent décret.

Toutefois, la Région et la Commission demeurent, pour les engagements contractés avant le 1^{er} juillet 2014, liées par les obligations existant au 30 juin 2014

1° soit lorsque leur paiement est dû à cette date s'il s'agit de dépenses fixes ou de dépenses pour lesquelles une déclaration de créance ne doit pas être produite;

2° soit pour les autres dettes lorsqu'elles sont certaines et que leur paiement a été régulièrement réclamé à cette même date, conformément aux lois, décrets et règlements en vigueur».

§ 3. En cas de litige, la Communauté, la Région ou la Commission peut toujours, selon le cas, intervenir à la cause ou appeler à la cause l'autorité qui lui succède ou à laquelle elle succède.

Art. 13. La Communauté, la Région et la Commission concluent un accord de coopération, conformément à l'article 92bis, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980, afin de favoriser la convergence de leurs politiques dans les matières de la santé et de l'aide aux personnes.

Cet accord de coopération prévoit, en tout cas :

— L'instauration d'un socle de principes communs dans le respect desquels les parties s'engagent à exercer leurs compétences dans les matières des soins de santé et de l'aide aux personnes, en veillant à leur application effective;

— La création d'une structure de concertation entre les différentes entités afin d'assurer la convergence des politiques menées sur les territoires de la région de langue française et de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, d'améliorer la gestion de ces mêmes compétences et de veiller à l'application effective des principes communs visés au point a).

Cette structure de concertation comporte un comité ministériel rassemblant des ministres de tous les exécutifs des entités fédérées concernées, devant se réunir de façon régulière, ainsi qu'un organe de concertation composé de représentants des partenaires associés à la gestion de ces compétences qui sera chargé de rendre des avis, des recommandations et des évaluations sur la manière de concrétiser une vision politique structurante et durable de ces compétences.

Une concertation régulière des fonctionnaires dirigeants des organes administratifs concernés est organisée.

Art. 14. Les missions, biens, membres du personnel, droits et obligations des organismes publics fédéraux qui sont transférés à la Communauté, en vertu de la loi du 13 mars 1991 relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, dans les matières visées à l'article 3, sont immédiatement retransférés de manière équitable et en fonction des besoins à la Région et à la Commission par arrêté du Gouvernement communautaire pris de l'avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège.

Art. 15. Le présent décret abroge et remplace le décret II du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, à l'exception des articles 7, 9, alinéa 2, 10, § 1^{er}, 11, 3° et 14, alinéa 2 de ce décret.

Art. 16. Le présent décret entre en vigueur le jour où entre en vigueur l'accord de coopération visé à l'article 13. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOÏNE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Proposition de décret, n° 587-1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 587-2. — Amendement de commission n° 587-3. — Rapport, n° 587-4.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 2 avril 2014.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29357]

3 APRIL 2014. — Bijzonder decreet betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet wordt aangenomen met toepassing van artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Gemeenschap : de Franse Gemeenschap;

2° Gewest : het Waalse Gewest;

3° Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie;

4° Parlement van de Gemeenschap : het Parlement van de Franse Gemeenschap;

5° Waals Parlement : het Parlement van het Waalse Gewest;

6° Vergadering : de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;

7° Gemeenschapsregering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

8° Waalse Regering : de Regering van het Waalse Gewest;

9° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

10° bijzondere wet : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

11° bijzondere wet van 12 januari 1989 : de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, zoals gewijzigd;

12° bijzondere financieringswet : de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zoals gewijzigd;

Art. 3. Het Gewest en de Commissie, het eerste op het grondgebied van het Franse taalgebied, en de tweede op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, oefenen de bevoegdheden van de Gemeenschap in de volgende aangelegenheden uit :

1° wat de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens betreft, bedoeld in artikel 4, 9°, van de bijzondere wet : de gemeentelijke, provinciale, intergemeentelijke en privé-infrastructuren;

2° de sociale promotie, bedoeld in artikel 4, 15°, van de bijzondere wet;

3° de beroepsomscholing en -bijscholing, bedoeld in artikel 4, 16°, van de bijzondere wet;

4° de stelsels van alternerend leren, bedoeld in artikel 4, 17°, van de bijzondere wet, met uitsluiting van het alternerend onderwijs;

5° het leerlingenvervoer, bedoeld in artikel 4 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving; de decreten en reglementaire besluiten worden genomen met het eensluidend advies van de Gemeenschapsregering, wat de normen inzake het recht op vervoer betreft;

6° het gezondheidsbeleid, bedoeld in artikel 5, § 1, I, van de bijzondere wet, met uitzondering van :

a) de universitaire ziekenhuizen;

b) de revalidatieovereenkomsten die met de in punt a) bedoelde ziekenhuizen worden gesloten;

c) de "Académie royale de médecine de Belgique";

d) de erkenning en de contingentering van de gezondheidszorgberoepen;

e) de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg, bestemd voor zuigelingen, kinderen, leerlingen en studenten;

f) wat behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE)" worden toegekend;

g) de sportmedische keuring;

h) de "Société scientifique de médecine générale";

7° de bijstand aan personen, bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet, met uitzondering van :

a) wat behoort tot de opdrachten die aan de "Office de la Naissance et de l'Enfance" worden toegekend;

b) de diensten "Espaces-Rencontres";

c) de sociale hulpverlening aan rechtzoekenden;

d) de jeugdbescherming;

e) de sociale hulpverlening aan gedetineerden;

f) de juridische eerstelijnsbijstand.

8° de gezinsbijslag, bedoeld in artikel 5, § 1, IV, van de bijzondere wet.

Art. 4. In de aangelegenheden bedoeld in artikel 3 :

1° hebben het Gewest en de Commissie dezelfde bevoegdheden als deze die aan de Gemeenschap worden toegekend;

2° de decreetmacht wordt gezamenlijk uitgeoefend, overeenkomstig de artikelen 18, 19, § 1, eerste lid, en § 2, 21 en 22, van de bijzondere wet, naargelang van het geval, door het Parlement en de Waalse Regering of door de Vergadering en het College; de decreten vermelden dat ze een aangelegenheid regelen zoals bedoeld in artikel 127 of in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet;

3° de Waalse Regering en het College stellen, elk afzonderlijk, de verordeningen en besluiten vast die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de decreten, overeenkomstig artikel 20 van de bijzondere wet; de verordeningen en besluiten vermelden dat ze een aangelegenheid regelen zoals bedoeld in artikel 127 of in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet;

4° de bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van het Waalse Parlement geschieden op de wijze bepaald in artikel 54, § 3, van de bijzondere wet; de bekrachtiging en de afkondiging van de decreten van de Vergadering geschieden op de volgende wijze :

“De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

(Decreet)

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt ”.

5° na hun afkondiging worden de decreten van het Waalse Parlement en de Vergadering met een Nederlandse vertaling bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*; artikel 56 van de bijzondere wet is toepasselijk op die besluiten;

6° de besluiten van de Waalse Regering en het College worden met een Nederlandse vertaling bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*; artikel 84, 1°, tweede lid, en 2°, van de bijzondere wet is toepasselijk op die besluiten;

7° voor het overige oefenen het Waalse Parlement en de Waalse Regering alsook de Vergadering en het College hun bevoegdheden uit overeenkomstig de werkingsregels die respectief bij of krachtens de bijzondere wet en de wet van 12 januari 1989 bepaald zijn, mits de nodige aanpassingen.

Art. 5. De roerende en onroerende goederen van de Franse Gemeenschap, zowel van het publiek domein als van het privaat domein, die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, worden zonder vergoeding respectievelijk aan het Gewest en de Commissie overgedragen.

Onder de “roerende en onroerende goederen van de Franse Gemeenschap” in de zin van het eerste lid, worden eveneens de roerende en onroerende goederen van de Federale Staat begrepen die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van de bijkomende bevoegdheden die naar de Gemeenschap worden overgedragen bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde Staatshervorming in de bij artikel 3 bedoelde aangelegenheden.

De roerende en onroerende goederen van de Franse Gemeenschap, zowel van het publiek domein als van het privaat domein, die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap die door het Gewest en de Commissie werden uitgeoefend krachtens artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, en die opnieuw door de Gemeenschap overeenkomstig dit decreet worden uitgeoefend, worden, zonder vergoeding naar de Gemeenschap overgedragen.

De in het eerste tot derde lid bepaalde voorwaarden en nadere regels voor de overdracht worden door een besluit van de Gemeenschapsregering, genomen met het eensluidend advies van de Waalse Regering en het College, vastgesteld. De overdrachten worden van rechtswege uitgevoerd. Ze kunnen aan derden worden tegengeworpen zonder verdere vormen, zodra dat besluit in werking treedt.

Art. 6. § 1. Voor de uitoefening van de bevoegdheden die aan het Gewest en de Commissie worden toegekend in de in artikel 3 bedoelde aangelegenheden, worden personeelsleden van de diensten van de Gemeenschap naar het Gewest en de Commissie op billijke wijze en op grond van de behoeften overgedragen bij een besluit van de Gemeenschapsregering dat wordt genomen met het eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

Onder “personeelsleden van de diensten van de Gemeenschap” worden eveneens de personeelsleden meegerekend van de diensten van de Staat die overeenkomstig artikel 88 van de bijzondere wet worden overgedragen voor de uitoefening van de bijkomende bevoegdheden die aan de Gemeenschap werden toegekend bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde Staatshervorming in de bij artikel 3 bedoelde aangelegenheden.

Voor de uitoefening van de bevoegdheden die door het Gewest en de Commissie werden uitgeoefend krachtens artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, en die opnieuw door de Gemeenschap overeenkomstig dit decreet worden uitgeoefend, worden personeelsleden van de diensten van het Gewest of de Commissie naar de Gemeenschap overgedragen bij een besluit van de Gemeenschapsregering dat wordt genomen met het eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

§ 2. De Gemeenschapsregering bepaalt, na overleg met de representatieve organisaties van het personeel, de datum en de nadere regels voor de overdracht van de in § 1 bedoelde personeelsleden.

In afwijking van het eerste lid, worden de in § 2, tweede lid, bedoelde personeelsleden onmiddellijk naar het Gewest en de Commissie overgedragen op de datum en volgens de nadere regels die overeenkomstig artikel 88, § 2, van de bijzondere wet worden bepaald.

§ 3. De personeelsleden die overeenkomstig § 1 en § 2 worden overgedragen, behouden hun graad of een gelijkwaardige graad en hun hoedanigheid.

Ze behouden minstens de bezoldiging en de anciënniteit die ze genoten of zouden hebben genoten, als ze in hun oorspronkelijke dienst het ambt verder zouden hebben uitgeoefend waarvan ze titularis waren op het ogenblik van hun overdracht.

§ 4. De bezoldiging en de werkingskosten van het overeenkomstig de §§ 1 en 2 overgedragen personeel zijn ten laste van de begroting, naargelang van het geval, van het Gewest of de Commissie of de Gemeenschap waarnaar het wordt overgedragen.

Art. 7. § 1. Naast de dotaties bepaald bij artikel 7 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, wordt een bijkomende dotatie jaarlijks toegekend aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 2. Het bedrag van de bijkomende dotatie die aan het Waalse Gewest wordt toegekend, is gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° een bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 op 5.820.251 euro wordt vastgesteld; vanaf het begrotingsjaar 2016, wordt dat bedrag aangepast door het te vermenigvuldigen met een coëfficiënt die gelijk is aan de verhouding tussen het bedrag van de dotatie van de Franse Gemeenschap bepaald in artikel 40 quinquies van de bijzondere financieringswet voor het betrokken jaar en het bedrag van dezelfde dotatie voor het voorafgaande begrotingsjaar;

2° de bedragen die aan de Franse Gemeenschap vanaf het begrotingsjaar 2015 jaarlijks worden toegekend krachtens de artikelen 47/5, 47/6 en 47/7 van de bijzondere financieringswet, met aftrek, in voorkomend geval, van de bedragen die ten laste van de Franse Gemeenschap worden gelegd krachtens artikel 68 quinquies van de bijzondere financieringswet;

3° een bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 op 234.483.192 euro wordt vastgesteld, met aftrek, in voorkomend geval, van een bedrag dat wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 47/8, tweede lid, van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, voor zover de bij dat artikel bepaalde aftrek betrekking heeft op een dienst die in het Franse taalgebied gelegen is; vanaf het begrotingsjaar 2016, wordt het in voorkomend geval aldus verminderde bedrag aangepast overeenkomstig artikel 47/8, derde tot vijfde lid, van de bijzondere financieringswet;

4° de bedragen die aan de Franse Gemeenschap vanaf het begrotingsjaar 2015 jaarlijks worden toegekend krachtens artikel 47/9, § 3, derde lid, van de bijzondere financieringswet, met aftrek van de financiering die jaarlijks door de federale overheid wordt toegekend overeenkomstig artikel 47/9, § 4, van de bijzondere financieringswet met het oog op de investering van de ziekenhuisinfrastructuur en de medisch-technische diensten die bij dit decreet aan het Waalse Gewest worden overgedragen.

5° voor het begrotingsjaar 2015, een bedrag dat gelijk is aan de som van :

— de negatieve waarde van het bedrag dat in artikel 48/1, § 1, eerste lid, 2° wordt vastgesteld, voor de Franse Gemeenschap;

— 29,25 % van de middelen die aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden toegekend krachtens artikel 47/7, § 2, van de bijzondere financieringswet voor het begrotingsjaar 2015, waarvan de middelen die aan de Franse Gemeenschap worden toegekend krachtens artikel 47/7, § 3, eerste lid, voor het begrotingsjaar 2015 worden afgetrokken;

— een bedrag dat voortvloeit uit het verschil tussen het bedrag van 208.479.620 en het in 3° bepaalde bedrag voor het begrotingsjaar 2015, vóór de eventuele aftrek die onder diezelfde bepaling wordt vastgesteld;

— de negatieve waarde van het bedrag van 44.001.224 euro;

6° voor het begrotingsjaar 2016, een bedrag dat gelijk is aan de som van :

— het bedrag dat met toepassing van 5° voor het begrotingsjaar 2015 wordt gekregen;

— het bedrag dat gekregen wordt door het verschil tussen de twee volgende bedragen :

— 27,07 % van het bedrag vastgesteld in artikel 48/1, § 4, tweede lid, 2° van de bijzondere financieringswet vóór de toepassing van de verdeelsleutel die in diezelfde bepaling wordt vastgesteld;

— het bedrag dat voor het jaar 2016 met toepassing van 4° werd gekregen;

— een negatief bedrag van 45.477.841 euro;

7° voor het begrotingsjaar 2017 en elk van de volgende begrotingsjaren, het bedrag dat in 6° wordt vastgesteld, na aanpassing volgens de regels die nader bepaald zijn in artikel 35 nonies, § 1, vierde lid en vijfde lid, van de bijzondere financieringswet.

§ 3. Het bedrag van de bijkomende dotatie die elk jaar aan de Franse Gemeenschapscommissie wordt toegekend, is gelijk aan de som van de volgende bedragen :

1° voor het begrotingsjaar 2015, een bedrag van 2.858.693 euro; vanaf het begrotingsjaar 2016, wordt dat bedrag aangepast, door dit te vermenigvuldigen door een coëfficiënt die gelijk is aan de verhouding tussen het bedrag van de dotatie van de Franse Gemeenschap bepaald in artikel 40 quinquies van de bijzondere financieringswet voor het betrokken jaar en het bedrag van dezelfde dotatie voor het voorafgaande begrotingsjaar;

2° een vast bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 op 560.090 euro wordt vastgesteld; vanaf het begrotingsjaar 2016, wordt dat bedrag aangepast overeenkomstig artikel 47/8, derde tot vijfde lid, van de bijzondere financieringswet;

3° voor het begrotingsjaar 2015, een bedrag dat overeenstemt met 1,48 % van de middelen die aan de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden toegekend krachtens artikel 47/7, §§ 1 en 2 van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, waarvan, in voorkomend geval, de volgende bedragen worden afgetrokken :

— het bedrag dat wordt vastgesteld met toepassing van artikel 47/7, § 3, tweede lid, van de bijzondere financieringswet, voor zover de bij dat artikel vastgestelde aftrek betrekking heeft op geriatriediensten die gelegen zijn in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die, wegens hun organisatie, op 1 januari 2013 moesten worden beschouwd uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren;

— de bedragen die worden vastgesteld met toepassing van artikel 48/1, § 1, tweede en vierde lid, voor zover die betrekking hebben op instellingen bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 3°, van de bijzondere wet die, wegens hun organisatie, niet meer moeten worden beschouwd uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren, en bijgevolg ressorteren onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

en waarbij, in voorkomend geval, het bedrag wordt opgeteld dat met toepassing van artikel 48/1, § 1, derde en vierde lid, wordt vastgesteld, voor zover die bedragen betrekking hebben op instellingen bedoeld in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 3°, van de bijzondere wet die, wegens de wijziging van hun organisatie, moeten worden beschouwd uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren en bijgevolg niet meer ressorteren onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie; voor de jaren 2016 tot en met 2024, is het toegekende bedrag gelijk aan het in 2015 toegekende bedrag; vanaf 2025 tot 2034, wordt het toegekende bedrag over 10 jaar tot 0 lineair verminderd;

4° een bedrag dat voor het begrotingsjaar 2015 op 52.677.231 euro wordt vastgesteld, waarvan, in voorkomend geval, de volgende bedragen worden afgetrokken :

— het bedrag dat met toepassing van artikel 47/8, tweede lid, van de bijzondere financieringswet wordt vastgesteld, voor zover de aftrek die bij dat artikel wordt bepaald, betrekking heeft op gespecialiseerde diensten voor revalidatie en behandeling, gevestigd in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, die, wegens hun organisatie, op 1 januari 2013 moesten worden beschouwd uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren;

— de bedragen die met toepassing van artikel 48/1, § 1, tweede en vierde lid worden vastgesteld, voor zover die bedragen betrekking hebben op instellingen bedoeld in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 2°, 4° en 5°, van de bijzondere wet, die, wegens de wijziging van hun organisatie, niet meer moeten worden beschouwd uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren en bijgevolg ressorteren onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

— en waarbij, in voorkomend geval, het bedrag wordt opgeteld dat met toepassing van artikel 48/1, § 1, derde en vierde lid, wordt vastgesteld, voor zover die bedragen betrekking hebben op instellingen bedoeld in artikel 5, § 1, I, eerste lid, 2°, 4° en 5°, van de bijzondere wet die, wegens de wijziging van hun organisatie, moeten worden beschouwd

uitsluitend tot de Franse Gemeenschap te behoren en bijgevolg niet meer ressorteren onder de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie; voor de jaren 2016 tot en met 2024, is het toegekende bedrag gelijk aan het bedrag dat in 2015 wordt toegekend; vanaf 2025 tot 2034, wordt het toegekende bedrag over 10 jaar tot 0 lineair verminderd;

5° voor de begrotingsjaren 2016 tot en met 2024, een bedrag dat gelijk is aan 0,0685 % van het bedrag vastgesteld in artikel 48/1, § 4, tweede lid, 2° van de bijzondere financieringswet vóór de toepassing van de verdelingsleutel die in diezelfde beslissing wordt bepaald; vanaf het begrotingsjaar 2025 tot en met 2034, wordt die dotatie over 10 jaar tot 0 lineair verminderd;

6° voor het begrotingsjaar 2015, een negatief bedrag van 59.546 euro;

7° voor het begrotingsjaar 2016, een negatief bedrag van 121.090 euro;

8° voor het begrotingsjaar 2017 en elk van de volgende begrotingsjaren, het in 7° bepaalde bedrag, na aanpassing volgens de regels die nader worden bepaald in artikel 35 nonies, § 1, vierde en vijfde lid van de bijzondere financieringswet.

Elk jaar wordt van de dotatie bedoeld in het eerste lid de financiering afgetrokken die door de federale overheid overeenkomstig artikel 47/9, § 4 van de bijzondere financieringswet wordt verricht voor de investeringen inzake ziekenhuisinfrastructuren en medisch-technische diensten die bij dit decreet naar de Franse Gemeenschapscommissie worden overgedragen.

§ 4. Reeds vanaf de inwerkingtreding van de besluiten bedoeld in artikel 6, § 1, eerste lid, genomen voor de uitoefening van bevoegdheden die door de Franse Gemeenschap werkelijk worden uitgeoefend tot de inwerkingtreding van dit decreet, worden de bedragen bedoeld in § 2, 1° en § 3, 1°, elk vermeerderd met een bedrag dat bij een besluit van de Gemeenschapsregering wordt vastgesteld met het eensluidend advies van de Waalse Regering en het College; dat bedrag kan niet hoger zijn dan het totale bedrag van de uitgaven betreffende de bezoldiging en de werkingskosten van het personeel dat respectievelijk naar het Gewest en de Commissie bij die besluiten wordt overgedragen.

Vanaf de inwerkingtreding van de in artikel 6, § 1, derde lid bedoelde besluiten, worden de in § 2, 1° en § 3, 1° bedoelde bedragen elk verminderd met een bedrag dat wordt vastgesteld bij een besluit van de Gemeenschapsregering dat wordt genomen met het eensluidend advies van de Waalse Regering en het College; dat bedrag kan niet hoger zijn dan het totale bedrag van de uitgaven betreffende de bezoldiging en de werkingskosten van het personeel dat respectievelijk naar het Gewest en de Commissie bij die besluiten wordt overgedragen.

§ 5. De dotaties bedoeld bij de §§ 2 en 3 worden uitbetaald overeenkomstig de regels die nader worden bepaald bij een besluit van de Gemeenschapsregering dat wordt genomen met het eensluidend advies van de Waalse Regering en het College, met inachtneming van de beginselen vermeld in artikel 54, § 1, vierde lid, en § 2, van de bijzondere financieringswet op de werkdag volgend op die van de overdracht naar de Gemeenschap van de middelen die bij dat artikel bedoeld zijn.

Art. 8. Als inhoudingen worden verricht op de middelen die naar de Franse Gemeenschap worden overgedragen met toepassing van de artikelen 75 of 77 van de bijzondere financieringswet als gevolg van de uitgaven die door de federale overheid of de federale instellingen in het kader van de bevoegdheden bedoeld in artikel 3 van dit decreet worden gedaan, worden die inhoudingen -, naar gelang van het geval, uitgetrokken op de bedragen die door de Gemeenschap aan het betrokken Gewest of de betrokken Commissie worden uitbetaald, bij een besluit van de Gemeenschapsregering na overleg met de betrokken Regering of het betrokken College.

Art. 9. Bij wijze van overgangsmaatregel, gedurende de periode van 1 juli 2014 tot 31 december 2014, verricht de Gemeenschap, voor rekening van het Gewest en de Commissie, ten laste van de door het decreet geopende kredieten, de vastlegging, ordonnanciering en vereffening van de uitgaven die voortvloeien uit de toepassing van de decreten, verordeningen of beslissingen, betreffende de bevoegdheden bedoeld in artikel 3, die tot 30 juni 2014 door de Gemeenschap werkelijk werden uitgeoefend.

Geen decreet, geen besluit en geen beslissing waarvan de toepassing rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen kan hebben op de uitgaven die overeenkomstig het eerste lid door de Gemeenschap worden betaald of die worden betaald door een bevoegde instelling die bevoegd wordt verklaard door de decreten en verordeningen bedoeld in het eerste lid, kan vóór 1 januari 2015 in werking treden, als het niet voor verslag vooraf wordt voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de gemeenschapsminister die voor die uitgaven bevoegd is. In het verslag van de Inspecteur van Financiën, dat hij binnen de veertien dagen na de ontvangst van de aanvraag voorlegt, wordt het bedrag geraamd van de rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen van het decreet, de regel bedoeld in artikel 134 van de Grondwet, het besluit of de beslissing, op die uitgaven zoals bepaald in de begroting van de betrokken Gemeenschap of de betrokken Gemeenschapsinstelling.

Het in het tweede lid bedoelde advies wordt aan de betrokken Regering of het betrokken College, alsook aan de Gemeenschapsminister bevoegd voor de begroting en de financiën, meegedeeld. Deze stelt, na overleg met de betrokken Regering of het betrokken College, op basis van het verslag van de Inspecteur van Financiën, het provisionele bedrag, in plus of in min, al naargelang het geval, vast, dat wordt verrekend op de voorschotten van de dotaties bedoeld in artikel 7 van het decreet van 22 juli 1993 die voor het jaar 2014 nog uit te betalen zijn aan de betrokken entiteit.

Op het einde van het begrotingsjaar 2014, wordt het bedrag van de impact van de maatregelen die overeenkomstig het tweede lid op dat begrotingsjaar worden genomen, bepaald bij besluit van de Gemeenschapsregering, op grond van het verslag van de Inspecteur van Financiën, na overleg met de betrokken regering of het betrokken college. Dat bedrag, na aftrek van het in het derde lid bedoelde provisionele bedrag, wordt in plus of in min verrekend op het saldo van voormelde dotaties.

Art. 10. Bij wijze van overgangsmaatregel, gedurende de periode van 1 juli 2014 tot 31 december 2014, verrichten het Waalse Gewest, enerzijds, en de Franse Gemeenschapscommissie, anderzijds, voor rekening van de Franse Gemeenschap, ten laste van de door het decreet geopende kredieten, de vastlegging, ordonnanciering en vereffening van de uitgaven die voortvloeien uit de toepassing van de decreten, verordeningen of beslissingen, betreffende de bevoegdheden die door deze worden uitgeoefend krachtens artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, en die vanaf 1 januari 2014 opnieuw door de Gemeenschap overeenkomstig dit decreet worden uitgeoefend.

Geen decreet, geen besluit en geen beslissing waarvan de toepassing rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen kan hebben op de uitgaven die overeenkomstig het eerste lid worden betaald door het Waalse Gewest of de Franse Gemeenschapscommissie of die worden betaald door een instelling die bevoegd wordt verklaard door de decreten en verordeningen bedoeld in het eerste lid, kan vóór 1 januari 2015 in werking treden, als het niet voor verslag vooraf wordt voorgelegd aan de Inspecteur van Financiën die geaccrediteerd is bij de Waalse minister of de minister van de

Franse Gemeenschapscommissie die voor die uitgaven bevoegd is. In het verslag van de Inspecteur van Financiën, dat hij binnen de veertien dagen na de ontvangst van de aanvraag voorlegt, wordt het bedrag geraamd van de rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen van het decreet, de regel bedoeld in artikel 134 van de Grondwet, het besluit of de beslissing, op die uitgaven zoals bepaald in de begroting van het Waalse Gewest of van de Franse Gemeenschapscommissie of van de betrokken Gemeenschapsinstelling.

Het in het tweede lid bedoelde advies wordt aan de Regering van de Franse Gemeenschap, alsook aan de Waalse minister of de minister van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor de begroting en de financiën, meegedeeld. Deze stelt, na overleg met de Regering van de Franse Gemeenschap, op basis van het verslag van de Inspecteur van Financiën, het provisionele bedrag, in plus of in min, al naargelang het geval, vast, dat wordt verrekend op de voorschotten van de dotaties bedoeld in artikel 7 van het decreet van 22 juli 1993 die voor het jaar 2014 nog te uit te betalen zijn aan de betrokken entiteit.

Op het einde van het begrotingsjaar 2014, wordt het bedrag van de impact van de maatregelen die overeenkomstig het tweede lid op dat begrotingsjaar worden genomen, bepaald bij besluit van de Regering of het College, naar gelang van het geval, op grond van het verslag van de Inspecteur van Financiën, na overleg met de Regering van de Franse Gemeenschap. Dat bedrag, na aftrek van het in het derde lid bedoelde provisionele bedrag, wordt in plus of in min verrekend op het saldo van voormelde dotaties.

Art. 11. § 1. Het Waalse Parlement kan alle financiële middelen aanwenden die aan die instelling worden toegekend krachtens de bijzondere financieringswet en krachtens de bepalingen van dit decreet voor de financiering zowel van de begroting van de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 3 en 39 van de Grondwet als van de begroting van de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

§ 2. De Vergadering kan alle financiële middelen aanwenden die haar worden toegekend krachtens artikel 178 van de Grondwet, de wet van 12 januari 1989, de financieringswet, en krachtens dit decreet, voor de financiering zowel van de begroting van de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 136, 163 en 166, § 3, van de Grondwet als van de begroting van de aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 12. § 1. Het Gewest en de Commissie nemen, elk wat het of haar betreft, de rechten en verplichtingen van de Gemeenschap over betreffende de in artikel 3 bedoelde bevoegdheden en de goederen die krachtens artikel 5 worden overgedragen, met inbegrip van de rechten en verplichtingen die voortkomen uit hangende en toekomstige gerechtelijke procedures.

Worden eveneens bedoeld, de rechten en verplichtingen betreffende de bijkomende bevoegdheden die aan de Gemeenschap worden overgedragen bij de bijzondere wet van 26 december 2013 betreffende de zesde Staatshervorming in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, die de Gemeenschap overneemt krachtens artikel 61, § 8, van de bijzondere financieringswet.

§ 2. De Gemeenschap neemt de rechten en verplichtingen van het Gewest en de Commissie over betreffende de uitoefening van de bevoegdheden van de Gemeenschap die door het Gewest en de Commissie werden uitgeoefend krachtens artikel 3 van de decreten II en III van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, en die opnieuw door de Gemeenschap overeenkomstig dit decreet worden uitgeoefend.

Het Gewest en de Commissie blijven echter, voor de verbintenissen die vóór 1 juli 2014 werden aangegaan, gebonden door de verplichtingen die op 30 juni 2014 bestonden,

1° ofwel wanneer hun betaling op die datum verschuldigd is, als het gaat om vaste uitgaven of uitgaven waarvoor een aangifte van schuldvordering niet moet worden overgelegd;

2° ofwel voor de andere schulden, wanneer ze vaststaand zijn en hun betaling op diezelfde datum regelmatig werd geëist, overeenkomstig de geldende wetten, decreten en verordeningen”.

§ 3. In een geschil kunnen de Gemeenschap, het Gewest of de Commissie altijd, naar gelang van het geval, in het geding tussenkomen of de overheid die ze opvolgt of die ze opvolgen in het geding roepen.

Art. 13. De Gemeenschap, het Gewest en de Commissie sluiten een samenwerkingsakkoord overeenkomstig artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, om de samenhang van hun beleid inzake gezondheid en bijstand aan personen te bevorderen.

Dat samenwerkingsakkoord bepaalt inzonderheid :

— de instelling van een gemeenschappelijke beginselenbasis die de partijen zullen naleven bij de uitoefening van hun bevoegdheden inzake gezondheidsbeleid en beleid betreffende de bijstand aan personen, waarbij zal worden gezorgd voor de werkelijke toepassing ervan;

— de oprichting van een structuur voor het overleg tussen de verschillende entiteiten om de samenhang te bevorderen van het beleid dat wordt gevoerd op de grondgebieden van het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, het beheer van diezelfde bevoegdheden te verbeteren en te zorgen voor de werkelijke toepassing van de in punt a) gemeenschappelijke beginselen.

Die overlegstructuur bestaat uit een ministerieel comité, samengesteld uit de ministers van alle Executieven van de betrokken deelstaten, dat op geregelde wijze moet vergaderen, alsook uit een overlegorgaan, samengesteld uit vertegenwoordigers van de partners die deelnemen aan het beheer van die bevoegdheden, dat zal worden belast met het voorleggen van adviezen, aanbevelingen en evaluaties over de wijze waarop een structurende en duurzame beleidsvisie zal worden uitgevoerd.

Er zal een geregeld overleg worden georganiseerd met de leidende ambtenaren van de betrokken administratieve organen.

Art. 14. De opdrachten, goederen, personeelsleden, rechten en verplichtingen van de federale overheidsinstellingen die naar de Gemeenschap worden overgedragen krachtens de wet van 13 maart 1991 betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, in de aangelegenheden bedoeld in artikel 3, worden onmiddellijk op billijke wijze en op grond van de behoeften naar het Gewest en de Commissie opnieuw overgedragen bij een besluit van de Gemeenschapsregering, genomen met het eensluidend advies van de Waalse Regering en het College.

Art. 15. Dit decreet heft het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie op en vervangt het, met uitzondering van de artikelen 7, 9, tweede lid, 10, § 1, 11, 3° en 14, tweede lid van dat decreet.

Art. 16. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in artikel 13 bedoelde samenwerkingsakkoord in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 april 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTED

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLETS

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 587-1. — Advies van de Raad van State, nr. 587-2. — Commissieamendementen, nr. 587-3. — Verslag, nr. 587-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 2 april 2014.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29356]

3 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Assentiment est donné à l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 622-1. — Rapport, n° 622-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 2 avril 2014.